

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 Avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GACHES CHIMIE

17 Avenue de la Gare
31750 Escalquens

Références : 2026/245
Code AIOT : 0006802381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement GACHES CHIMIE implanté 17 avenue de la Gare 31750 Escalquens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale relative à la maintenance. Plusieurs incidents et accidents survenus ces dernières années dans les installations industrielles françaises ont mis en évidence un parc français vieillissant (l'âge moyen de la plupart des installations industrielles est de 40 - 50 ans) et la nécessité d'améliorer la prise en compte du comportement de certains équipements à «risque» dans la durée. Les opérations d'entretien et de maintenance des différents équipements, et notamment les équipements intervenant sur la sécurité, sont essentielles pour le maintien dans le temps de leur propriété et de leur efficacité et ainsi pour la prévention des accidents. La définition de la stratégie de maintenance ainsi que le respect des exigences déterminées par les spécifications techniques sont donc essentielles.

L'action nationale a donc pour objectifs de vérifier l'organisation mise en place par les exploitants en ce qui concerne leur stratégie de maintenance, les échanges mis en place et les consignes transmises aux éventuels sous-traitants ainsi que le contrôle des opérations. Pour la visite du site Gâches Chimie d'Escalquens, un focus a, notamment, été réalisé sur les équipements soumis aux exigences réglementaires liées à la prévention du vieillissement de certains équipements industriels (plan de modernisation des installations industrielles (PMII)).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GACHES CHIMIE
- 17 avenue de la Gare 31750 Escalquens
- Code AIOT : 0006802381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Ex IED - MTD

La société Gâches Chimie à Escalquens est spécialisée dans le secteur d'activité du commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques.

Le site est classé SEVESO seuil haut pour plusieurs stockages de substances dangereuses.

L'exploitation du site a été autorisée par arrêté préfectoral du 12 mars 2004 modifié et complété à plusieurs reprises. Le dernier complément à l'arrêté a été apporté par arrêté préfectoral du 22 mai 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Maintenance
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	6 mois
5	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	6 mois
6	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3	Demande d'action corrective	6 mois
7	Retour d'expérience sur les opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater une organisation de la maintenance reposant sur une bonne connaissance des installations et des pratiques opérationnelles maîtrisées. L'exploitant démontre une capacité à gérer les interventions et à intégrer le retour d'expérience ce qui traduit une solidité organisationnelle.

Toutefois, cette organisation présente un manque de robustesse lié à une formalisation insuffisante des procédures, des outils de planification et de la traçabilité associée. Les opérations de maintenance souffrent d'une dépendance importante aux pratiques individuelles et à l'expérience des intervenants.

Dans ce contexte, la démarche engagée par l'exploitant visant à se doter d'un outil de gestion de la maintenance, potentiellement appuyé par des fonctionnalités d'intelligence artificielle, apparaît de nature à améliorer significativement la fiabilité et la pérennité du système.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<p>Constats :</p> <p>L'organisation de la maintenance du site repose sur une structure articulée autour de la direction générale, à laquelle sont rattachées les directions logistique, production et QSHE. La fonction maintenance est intégrée à la direction logistique, conformément à l'organisation présentée par l'exploitant.</p> <p>La maintenance du site d'Escalquens est coordonnée par le directeur adjoint, qui dispose d'une compétence multi-sites. À ce titre, il peut être amené à intervenir ponctuellement en appui ou en conseil sur d'autres sites du groupe, tout en restant principalement dédié au site d'Escalquens. De même, certaines ressources de l'équipe maintenance du site peuvent intervenir sur d'autres implantations. L'organisation est donc mutualisée à l'échelle de plusieurs sites.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a recours à plusieurs entreprises sous-traitantes pour la réalisation d'opérations de maintenance, par exemple dans les domaines de la détection incendie, des extincteurs ou des équipements de protection individuels. Une dizaine de prestataires interviennent ainsi régulièrement sur le site d'Escalquens. L'exploitant précise que ces prestataires interviennent de manière homogène sur l'ensemble des sites du groupe.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Moyens alloués (Budget et ressources humaines)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné les modalités de définition des moyens financiers et humains alloués à la maintenance des installations.</p> <p>S'agissant du budget, l'exploitant indique ne pas fonctionner sur la base d'un budget strictement figé, mais selon une approche souple reposant sur un estimatif annuel, complété par une stratégie pluriannuelle de maintenance établie sur trois ans. Cette stratégie intègre notamment les</p>

investissements majeurs, présentés lors de réunions dédiées, ainsi qu'une planification des opérations importantes, telles que le renouvellement progressif des cuves.

À ce titre, l'exploitant a mis en place une politique de remplacement des cuves en PEHD fondée sur une durée de vie cible d'environ 20 ans (donnée constructeur), avec un renouvellement planifié permettant d'anticiper leur vieillissement. En cas de défaillance imprévue, le remplacement est réalisé sans délai, indépendamment de la programmation initiale. Un suivi des dépenses est assuré en cours d'année, notamment via un point intermédiaire réalisé par le pôle financier, permettant d'identifier d'éventuelles dérives.

L'exploitant précise que les arbitrages relatifs aux dépenses de maintenance sont réalisés de façon collective entre plusieurs responsables du site, les actions liées à la sécurité étant traitées de manière prioritaire, indépendamment des considérations budgétaires.

S'agissant des ressources humaines, l'exploitant indique disposer de cinq personnes dédiées à la maintenance sur le site, intervenant à temps plein. Ces effectifs couvrent à la fois les besoins liés aux installations du site et certaines activités annexes, notamment la maintenance des véhicules poids lourds. L'exploitant estime ces effectifs adaptés aux besoins actuels, et précise qu'environ la moitié des ressources est mobilisée sur des opérations liées directement à la sécurité des installations. Il est par ailleurs indiqué que ces effectifs ont été renforcés au cours des dernières années, avec une montée en puissance progressive de l'équipe dédiée à la maintenance.

En matière de compétences, chaque agent dispose d'une fiche de poste spécifique et fait l'objet d'un suivi dans le cadre de revues annuelles des compétences. Des formations sont réalisées autant que nécessaire, notamment pour le maintien des habilitations réglementaires. Les compétences les plus techniques, notamment en matière d'automatismes, sont en revanche externalisées auprès de prestataires spécialisés.

Enfin, l'organisation de la maintenance est adaptée aux variations d'activité du site, avec une modulation des horaires et une planification différenciée entre les périodes de forte activité et les périodes plus calmes, ces dernières étant mises à profit pour la réalisation d'opérations de maintenance préventive.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures

Prescription contrôlée :

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

L'inspection a examiné les modalités d'organisation mises en œuvre par l'exploitant dans le cadre du recours à des entreprises extérieures pour la réalisation d'opérations de maintenance.

L'exploitant indique s'appuyer sur un panel de prestataires habituels, relativement stable dans le temps, sans qu'un processus formalisé de qualification des entreprises extérieures ne soit établi. Il précise, néanmoins, que, lors du recours à de nouveaux prestataires, une vérification du niveau de compétence des intervenants est réalisée. Ce point avait d'ailleurs fait l'objet d'une remarque lors d'une inspection réalisée en 2025 et pour laquelle il avait été constaté l'absence de formation à la manipulation d'extincteurs pour un prestataire intervenant sur site.

Les interventions font l'objet d'un encadrement via des plans de prévention, permettant notamment d'identifier les risques associés aux opérations et les mesures de prévention à mettre en œuvre. Une inspection commune préalable est réalisée avant intervention, et un point de fin de chantier est également prévu, permettant notamment d'identifier d'éventuelles anomalies, à l'instar d'une vanne de purge manquante récemment détectée lors de travaux de réfection du circuit de RIA du site.

S'agissant de la formation et de l'information des intervenants extérieurs, l'exploitant indique avoir intégré, à la suite de la dernière inspection mentionnée précédemment, des exigences spécifiques dans ses documents, notamment en matière de formation à l'utilisation des extincteurs. Les rapports d'intervention mentionnent, par ailleurs, dans certains cas, les qualifications des techniciens. Toutefois, l'exploitant indique ne pas vérifier systématiquement les qualifications des intervenants pour l'ensemble des opérations sous-traitées.

Le suivi des interventions repose principalement sur une présence régulière des équipes de maintenance sur le site, permettant une supervision, de fait, des opérations. Ce suivi reste, toutefois, peu formalisé, sauf dans le cas de certaines interventions spécifiques nécessitant une présence continue d'un représentant de l'exploitant.

Enfin, l'exploitant indique que des contrôles en cours d'intervention peuvent être réalisés, notamment en matière de respect des permis de feu. À titre d'exemple, une intervention de soudage sans permis feu a conduit à l'exclusion immédiate de l'intervenant concerné. Néanmoins, ces pratiques ne font également pas l'objet d'un formalisme particulier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de renforcer l'organisation mise en place pour le recours à la sous-traitance en matière de maintenance en :

- vérifiant systématiquement les qualifications nécessaires pour les intervenants des entreprises extérieures ;
- consignait les contrôles réalisés en cours d'intervention d'entreprises extérieures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné l'organisation mise en place par l'exploitant pour planifier et coordonner les opérations de maintenance.</p> <p>L'exploitant indique fonctionner selon une approche par équipement, avec des stratégies de maintenance définies pour certaines familles d'ouvrages, notamment les cuves, incluant également les massifs, rétentions et canalisations associées. Un suivi individuel est ainsi réalisé au moyen de fiches par équipement, regroupées au sein de classeurs dédiés.</p> <p>La planification des opérations de maintenance repose principalement sur des supports papier, complétés par des rappels via un outil bureautique (agenda Outlook). À ce jour, aucun outil informatique dédié à la gestion de la maintenance n'est utilisé, bien qu'un projet de mise en place d'un tel outil soit en cours de réflexion.</p> <p>Les périodicités d'intervention sont définies sur la base des exigences réglementaires, des recommandations des fabricants et, le cas échéant, de pratiques internes fondées sur le retour d'expérience et l'analyse des risques. Certaines fréquences de contrôle sont ainsi renforcées pour les équipements contribuant à la maîtrise des risques, notamment ceux en lien avec les dispositifs de sécurité ou les plans d'urgence.</p> <p>Toutefois, l'inspection relève que les actions de maintenance associées à ces périodicités ne font pas l'objet d'une formalisation systématique au sein d'un plan de maintenance global structuré. Par ailleurs, l'absence d'outil dédié ne permet pas la mise en place d'un système d'alerte automatisé en cas d'échéance ou de dépassement de périodicité.</p> <p>S'agissant plus particulièrement des équipements soumis à un plan de modernisation des installations industrielles (PMII), l'exploitant a présenté un suivi individuel des équipements concernés, notamment pour les cuves de stockage, avec traçabilité des inspections réalisées et</p>

des échéances à venir.

Bien que la visite n'ait pas permis de constater des manquements dans les opérations de maintenance relatives aux installations de sécurité, l'inspection juge nécessaire de renforcer la robustesse de la chaîne de planification de ces opérations de maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de formaliser un plan de maintenance structuré couvrant l'ensemble des équipements, incluant les équipements soumis au PMII, et de mettre en place un système de suivi des échéances permettant de prévenir tout dépassement de périodicité. Ce système devra permettre de garantir que le suivi de la maintenance ne repose pas sur une seule personne, afin d'assurer sa robustesse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Intervention de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 5. Modalités d'intervention

Prescription contrôlée :

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Concernant la mise à disposition des informations nécessaires à la réalisation des opérations de maintenance, l'exploitant s'appuie principalement sur des supports papier, notamment des classeurs regroupant, pour certains équipements tels que les cuves, les informations relatives à leur état initial, aux périodicités de contrôle ainsi qu'à la nature des opérations à réaliser. Toutefois, l'exploitant a indiqué que ces documents ne sont pas systématiquement utilisés par les techniciens lors des interventions, en particulier pour les contrôles périodiques.

L'organisation des interventions repose, en grande partie, sur l'expérience des équipes et sur des règles de fonctionnement internes. À titre d'exemple, l'exploitant indique interdire toute intervention sur une cuve en cours de remplissage ou de soutirage. Il précise s'appuyer sur les

<p>informations issues de l'outil de gestion logistique pour s'assurer de l'absence d'activité sur la cuve concernée par une opération de maintenance.</p> <p>L'inspection relève, toutefois, que les éléments nécessaires à la réalisation des interventions de maintenance (moyens matériels requis, modes opératoires, analyse préalable des risques, répartition des tâches ou encore suivi des interventions) ne sont pas regroupés au sein d'un support unique ou d'un outil formalisé. Ces informations apparaissent soit dispersées, soit reposant en partie sur les pratiques et l'expérience des intervenants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de formaliser, pour les opérations de maintenance, les supports d'intervention intégrant l'ensemble des informations nécessaires à leur réalisation (conditions d'intervention, analyse des risques, moyens à mettre en œuvre, etc.), afin de sécuriser leur exécution et de limiter la dépendance aux pratiques individuelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Intervention de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 6. Procédures et instructions de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014 Annexe I -point 3 Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il ressort des échanges avec l'exploitant, que ce dernier met en œuvre une organisation opérationnelle permettant d'anticiper et de sécuriser les interventions, notamment lors</p>

d'opérations importantes telles que le remplacement de cuves. Ces opérations font l'objet d'une planification préalable intégrant une réflexion sur les modalités d'intervention (cheminement des engins, zones impactées, organisation des flux), réalisée en lien avec les intervenants extérieurs. Un plan de prévention est établi et intègre les risques associés ainsi que les mesures à mettre en œuvre, notamment l'arrêt temporaire de certaines installations si nécessaire.

La coordination des interventions repose notamment sur une information préalable des services concernés, via la diffusion, par courriels, précisant le déroulement des opérations et les impacts attendus sur le fonctionnement du site. Des mesures organisationnelles sont également mises en œuvre sur le terrain, telles que le balisage des zones d'intervention, la gestion des circulations ou encore la surveillance des opérations par les équipes de maintenance.

Toutefois, l'inspection relève que ces modalités d'organisation et de gestion des phases d'arrêt, de démarrage ou d'intervention de maintenance ne font pas l'objet de procédures formalisées et structurées couvrant l'ensemble des situations d'exploitation. Les pratiques décrites reposent, en grande partie, sur des échanges et sur l'expérience des équipes, sans que des consignes d'exploitation détaillées ne soient systématiquement établies pour encadrer ces phases.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de formaliser des procédures et consignes d'exploitation couvrant les différentes phases de fonctionnement des installations, incluant notamment les phases d'arrêt, de démarrage et les opérations de maintenance, y compris lorsqu'elles sont sous-traitées.

Ces procédures devront préciser les modalités d'organisation des interventions, les vérifications à effectuer, ainsi que les conditions de remise en service des installations, afin de garantir la maîtrise des risques en toutes circonstances.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Retour d'expérience sur les opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 8. Analyse a posteriori

Prescription contrôlée :

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique disposer d'un retour d'expérience significatif, tant au niveau du site qu'au niveau du groupe et de la profession. Ce retour d'expérience est notamment mobilisé dans le cadre de la définition des stratégies de maintenance, en particulier pour les équipements sensibles tels que les cuves de stockage.</p> <p>Plusieurs exemples concrets ont été présentés, illustrant la prise en compte effective de ces retours d'expérience.</p> <p>Ainsi, des phénomènes de dégradation observés sur des canalisations ont conduit à leur remplacement, notamment sur des circuits liés à l'eau de Javel. De même, des problématiques de corrosion sur certaines armoires électriques ont donné lieu à des adaptations techniques, telles que leur mise en surpression ou leur déplacement.</p> <p>Par ailleurs, des retours d'expérience issus de la profession, notamment à la suite d'incidents survenus sur d'autres sites industriels, ont conduit à renforcer la surveillance de certains équipements. À titre d'exemple, la présence d'épingles chauffantes sur des cuves a conduit à la mise en place d'une vigilance accrue sur les dispositifs de détection de niveau bas, afin de prévenir la non immersion de ces épingles, source potentielle d'incendie.</p> <p>Toutefois, l'inspection relève que, si ces retours d'expérience sont effectivement pris en compte de manière opérationnelle, ils ne font pas systématiquement l'objet d'une formalisation. En particulier, les analyses a posteriori des incidents, les décisions associées ainsi que leur intégration dans les plans de maintenance ne sont pas systématiquement tracées au sein d'un processus formalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un processus formalisé de retour d'expérience, permettant de tracer les événements, d'en analyser les causes et de s'assurer de la prise en compte des enseignements dans l'organisation de la maintenance.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>